



L'ACTEUR, APRÈS LA CRISE (QUI SE PROLONGE...) ?

Par Jean Blairon

En septembre 2010, Alain Touraine a consacré un ouvrage aux enseignements que l'on peut tirer de la crise financière mondiale de 2007-2009 intitulé *Après la crise*. Mais on peut se demander si le terme « après » est ici justifié, puisque la crise tend non seulement à se prolonger, mais surtout à produire des politiques qui font « encore un peu plus de la même chose » ou, c'est selon, ne « font toujours pas un peu d'autre chose », si ce n'est en paroles.

Alain Touraine avait d'ailleurs placé en exergue de son livre cette citation de J. Stiglitz :

« Il est certain que les choses vont changer à cause de la crise. Le retour au monde d'avant-crise est exclu. Mais ces changements seront-ils profonds, radicaux ? Iron-ils même dans la bonne direction ? Nous avons perdu le sentiment d'urgence, et ce qui s'est passé jusqu'à présent augure mal de l'avenir. » (in *Freefall*, 2010, p. 454).

Pour son compte, Alain Touraine avait choisi d'étudier les voies et conditions de la reconstruction de la société :

« Le but à atteindre est la reconstruction d'un ensemble vivant et actif, ce qui passe par une redéfinition des principaux acteurs par eux-mêmes, une bonne connaissance de l'ennemi à combattre et la conscience des enjeux communs qui existent entre les acteurs sociaux. C'est la conscience de l'adversaire qui est la plus facile à acquérir. »¹

L'auteur s'appuie là sur sa conception particulière de la société : elle est un ensemble doté d'une forte capacité d'action sur elle-même, d'auto-production.

Cette production de la société par elle-même passe selon Alain Touraine par un **conflit central**, qui peut se chercher, se déplacer, se déliter : la qualité d'auto-production de la société dépend de la qualité même de ce conflit.

Dans la citation ci-dessus, Touraine convoque les trois composantes d'un conflit « abouti », structuré et structurant : des **acteurs** principaux, capables de se définir par eux-mêmes, en opposition à un **adversaire** bien identifié, la conscience d'un **enjeu** commun (c'est-à-dire d'une ressource centrale dont les adversaires se disputent l'interprétation et la possession).

Il paraît évident que nous sommes dans cette pensée confrontés à un processus d'entre-définition : l'acteur, l'adversaire et l'enjeu contribuent à se définir réciproquement et progressivement, à mesure que le conflit central se structure.

Dans deux analyses antérieures, nous avons discuté la manière dont Touraine identifiait l'adversaire et dont il définissait cet enjeu qui serait commun aux acteurs en conflit².

Le tableau suivant résume notre questionnement.

1. A. Touraine, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010, p. 121.

2. Cfr « L'adversaire, après la crise ? » et « L'enjeu, après la crise ? », www.intermag.be.



L'acteur, après la crise (qui se prolonge...) ?

<i>Composante</i>	<i>Définition par Touraine</i>	<i>Critique</i>	<i>Proposition</i>
L'adversaire	Ceux qui résistent à la promotion des droits humains ; les dirigeants économiques qui imposent leur domination et détruisent l'économie en prélevant un profit excessif.	La domination est-elle due à la destruction de la société (à la « fin du social ») ou à la déchirure qui affecte les acteurs ?	Inclure les acteurs non humains produisant cette déchirure ; identifier comme adversaires tous les acteurs qui prônent un « capitalisme mondial intégré » en voulant étendre le pouvoir des marchés à toutes les sphères de l'activité humaine.
L'enjeu	La ressource centrale est l'individu, interprété comme un individu consommateur par les libéraux et comme un individu-sujet par leurs adversaires	Un individu sans supports sociaux est difficilement concevable, comme ne va pas de soi le lien entre l'individu-sujet et l'action collective.	Définir la ressource centrale comme le capital culturel et identifier tous les conflits qui tournent autour de sa production, de son utilisation, de sa propriété, de sa rétribution, de sa répartition et de sa reproduction.

Nous souhaitons prolonger cette réflexion autour de la troisième composante de la production de la société par elle-même : **l'acteur**.

Rappelons que le terme possède chez Touraine une signification forte, bien différente de celle qui est passée dans le langage commun (où tout le monde est réputé voire sommé d'être acteur de n'importe quoi : l'élève de son apprentissage, le demandeur d'emploi de son projet professionnel, le désaffilié de son projet de vie, le jeune en danger de son placement, etc.). L'acteur est ici entendu comme celui qui, face à un adversaire, revendique l'interprétation et la possession d'une ressource centrale pour le développement de la société. Ainsi du mouvement ouvrier, qui revendiqua que la « force des bras » soit reconnue comme un capital à part entière dans la société du progrès industriel (et qui réclama en conséquence une juste rétribution et des conditions de reproduction de la force de travail).

L'acteur selon Touraine

Qui est dès lors cet acteur qui revendique la définition de la ressource centrale dans la société d'aujourd'hui, soit, selon Touraine, **l'individualisme** ?

On ne sera pas surpris de lire dans l'analyse du sociologue que cet acteur n'est plus un acteur social, mais un acteur moral (qui revendique l'universalité des droits humains ou, autrement dit, des droits du Sujet).

« Les acteurs nouveaux ne sont plus sociaux et doivent s'identifier à **la défense de droits de portée universelle**. La difficulté de préciser l'extension du groupe des acteurs sera compensée par le caractère radical des nouveaux affrontements. Les nouveaux acteurs doivent donc posséder une conscience très forte de leurs droits et de ce qui les menace.

(...) C'est un appel à la vie contre la mort, aux droits contre les intérêts, aux principes premiers plutôt qu'à leurs implications.

(...)

L'individu virtuellement sujet ne peut pas accomplir son rôle créateur s'il n'entretient pas avec lui-même, et avec ceux qui font partie de lui-même, une confiance dans sa capacité de création. Celui qui se hait, s'évite ou s'ennuie peut-il contribuer à construire un espace social si sa volonté d'être un sujet ne résiste pas à la puissance écrasante du monde de l'argent ? Dans les sociétés industrielles, ce furent les ouvriers qualifiés, dotés d'une forte ancienneté dans leur entreprise, qui ont créé et animé le mouvement syndical, parce qu'ils avaient à défendre une autonomie réelle que les ouvriers non qualifiés et les manœuvres ne possédaient pas. De même, **dans une société tellement dominée par la conscience culturelle de soi et des autres, ce sont ceux et celles qui recherchent le bonheur d'être eux-mêmes qui peuvent le mieux construire la société nouvelle, pour eux et pour les autres.** »³

Les questions posées par cette position

Même si nous avons rappelé que les termes acteur/adversaire/enjeu sont en relation d'entre-définition, il semble que dans l'actuelle position tourainienne acteur et enjeu se confondent absolument⁴ : l'acteur est l'individu-sujet et celui-ci semble être sa propre ressource, comme sa liberté est l'enjeu du combat avec le monde de l'argent souverain. On peut donc s'étonner de la place accordée par le sociologue à « la volonté (individuelle) d'être un sujet » dans la construction de l'espace social, puisque la fin (une société où les droits humains sont respectés pour tous) est indissociablement le moyen (l'aspiration de l'individu à être un sujet).

Pour employer une image, nous pouvons dire que le carburant, le moteur, le véhicule, le trajet et la structure des voiries sont alors définis pas un seul terme.

3. A. Touraine, *Après la crise*, Paris, Seuil, 2010, pp. 122-123.

4. Il s'agit d'une sorte de paradoxe logique selon P. Watzlawick, qui rappelle le principe de Russel : « ce qui comprend tous les éléments d'une collection ne doit pas être membre de la collection. », P. Watzlawick et al., *Une logique de la communication*, Paris, seuil, 1972, p. 192.



L'acteur, après la crise (qui se prolonge...) ?

Mais peut-être ne faut-il pas pour autant rejeter trop vite la dimension culturelle dans le raisonnement. A l'opposé apparent de l'argumentaire de Touraine, nous trouvons les positions d'un Pierre Bourdieu, qui en appelait à la mobilisation d'acteurs **collectifs et sociaux** (syndicats, associations, Etat) ; le thème du bonheur n'est toutefois pas absent de la réflexion :

« Par des descriptions circonstanciées des souffrances engendrées par les politiques néolibérales (descriptions du type de celles que nous avons présentées dans *La misère du monde*) et par une mise en relation systématique d'indices économiques, concernant aussi bien la politique sociale des entreprises (débauchages, formes d'encadrement, salaires, etc.) et d'indices plus typiquement sociaux (accidents du travail, maladies professionnelles, alcoolisme, consommation de drogues, suicides, délinquance, crimes, viols, etc.), je voudrais poser la question des coûts sociaux de la violence économique et tenter de jeter les bases d'une économie du bonheur, prenant en compte dans ses calculs toutes ces choses que les dirigeants de l'économie, et les économistes, laissent en dehors des comptes plus ou moins fantastiques au nom desquels ils entendent nous gouverner. »⁵

La réflexion d'Alain Touraine nous conduit donc à tenter de résoudre trois questions à propos de la composante de « l'acteur » - questions qui ne sont pas confinées au niveau théorique, puisqu'elles concernent les conditions d'une mobilisation possible, seule capable de nous faire sortir d'une crise dans laquelle nous pouvons avoir l'impression de nous engluier.

Ces trois questions sont les suivantes.

- Comment introduire une dimension non strictement économique, c'est-à-dire une dimension culturelle et morale, dans les argumentaires ?
- Comment en conséquence aborder l'extension du groupe des acteurs (dans la citation ci-dessus, Touraine affirme en effet : « La difficulté de préciser l'extension du groupe des acteurs sera compensée par le caractère radical des nouveaux affrontements ») ?
- Comment, enfin, échapper à la confusion de l'acteur et de l'enjeu ?

L'acteur ne se définit-il pas par rapport à la production du capital culturel ?

Dans notre analyse consacrée au thème de l'**enjeu**, nous avons proposé de définir le **capital culturel** comme la ressource centrale du développement, ce qui nous semblait permettre de rendre raison d'un conflit central portant sur l'interprétation de cette ressource et sur sa possession.

D'un côté, le capital culturel est considéré comme une marchandise ; de l'autre, son autonomie est considérée comme inaliénable (et sa production exploitée si ce n'est en partie déniée).

Les partisans d'un capital culturel confisqué (aux travailleurs), intégré (à la sphère des marchandises) et exploité s'opposent aux défenseurs d'un capital culturel partagé (cfr tous les conflits relatifs à l'égalité en matière d'éducation), protégé et autonome.

Les conflits autour de la possession d'un tel capital sont d'ailleurs faciles à repérer dans la

5. P. Bourdieu, « Le néolibéralisme comme révolution conservatrice » [1997], in *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 354-355.

société (tendance à la concentration, pouvoir de l'expertise, etc.).

Si nous suivions cette voie, nous répondrions en même temps à la première et à la troisième question : nous aurions introduit la dimension culturelle et morale (une des composantes du capital culturel est en effet descriptible comme l'ensemble des « ressources subjectives », la confiance au premier chef, mais aussi le plaisir de créer ou de donner) et nous aurions identifié une ressource qui est distincte de l'acteur.

Quel acteur ou groupe d'acteurs ?

L'œuvre d'Alain Touraine nous avait habitués à une définition plutôt unique ou à tout le moins unifiée du thème de l'acteur : le sociologue a montré successivement la place occupée par le mouvement ouvrier, le mouvement étudiant, le mouvement féminin dans la production de la société, passant d'un acteur social à un acteur culturel.

Lorsque l'acteur est défini comme l'individu, il s'impose évidemment de passer du singulier au pluriel, en espérant, comme nous l'avons vu, que la force des revendications supplante la force du collectif organisé.

En poursuivant toutefois la ligne de notre raisonnement à partir du capital culturel, nous pouvons identifier un autre groupe virtuel d'acteurs que le rassemblement d'individus, groupe que nous aimerions définir comme « double bound » : un groupe qui se reconnaîtrait comme « doublement lié »).

Ce groupe d'acteurs se définirait comme « doublement lié » par une **complémentarité** entre tous ceux qui mettent en avant la dimension collective (ce qui est une autre façon de s'opposer à l'individualisme consommateur) et par une recherche de la **consistance des luttes**, dans la mesure où celles-ci s'efforceraient d'articuler systématiquement les dimensions sociale et culturelle.

La **complémentarité** devrait conduire à des alliances entre organismes de mobilisation, associations mobilisées et Etat, en tant que garant de l'intérêt collectif, acteur de régulation et de redistribution (pour autant que la culture des services publics n'ait pas été remplacée par une logique managériale, acteur non humain au service de l'adversaire capitaliste).

La **consistance** devrait permettre de penser et défendre la dimension sociale des luttes culturelles (les inégalités les plus grandes sont produites aujourd'hui par l'accès inégal au capital culturel, notamment tel qu'il est « distribué » par le système éducatif) et la dimension culturelle des luttes sociales (notamment la place qui y est accordée à la liberté et à la création de soi et de l'autre dans l'engagement).

Pour mesurer ce qui nous sépare de l'analyse d'Alain Touraine, nous pouvons nous appuyer sur l'analyse que fait Luc Boltanski des types de critique que l'on a pu opposer au capitalisme⁶.

6. L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, pp.81 et sq.



L'acteur, après la crise (qui se prolonge...) ?

Sur le versant culturel, on peut reprocher au capitalisme de détruire **l'authenticité** quand il manipule nos désirs et nos besoins et de compromettre notre **liberté** quand il nous soumet aux diktats des marchés. Sur le versant social, le capitalisme peut être à juste titre accusé de produire de la misère (au mépris de l'idéal d'**égalité**) et de se construire sur l'égoïsme des intérêts déchaînés (au détriment de la **solidarité**).

La pensée critique d'Alain Touraine met bien en avant les menaces qui pèsent sur la liberté, mais semble en tout cas faire de celle-ci le seul antidote au pouvoir excessif des maîtres de l'économie et de la finance. Nous avons vu en effet que c'est le désir de liberté de l'individu qui doit le conduire à choisir entre un individualisme consommateur ou un individualisme créateur.

Mais n'est-il pas important aussi de souligner la dimension d'authenticité des luttes culturelles (l'autonomie de la production culturelle ne serait-elle pas vaine si elle n'était que liberté sans authenticité ?) et est-il impossible de prétendre que c'est la solidarité collective qui peut en assurer les conditions, en se mobilisant en conséquence pour une égalité en la matière ?

Les défis qui pèsent sur le regroupement des acteurs

Si nous avons parlé de « groupe d'acteurs virtuel » et si nous avons évoqué avec humour une sorte de théorie du « double bound », en faisant écho à la « double bind theory », c'est bien que le regroupement que nous évoquons ne nous paraît pas aller de soi.

Quatre obstacles au moins rendent en effet difficile un tel regroupement.

- *L'abdication de l'acteur étatique* : si de multiples interventions ont appelé les Etats à réguler les excès de la finance, à soumettre à la redistribution solidaire les profits de la spéculation, à assurer une sécurité d'existence à chacun, très peu de mesures effectives sont prises dans ce sens. Il semble que les gouvernements n'utilisent que très peu leur force et leurs prérogatives : que n'introduisent-ils pas, par exemple, des clauses sociales fortes dans l'attribution des marchés publics (ne serait-ce pas là une façon de coupler les indices économiques et les indices sociaux, comme le réclamait P. Bourdieu ?) ? Tout se passe comme si la plupart des partis politiques avaient embrassé, peu ou prou, les repères de l'économie libérale et raisonnaient leurs propositions à partir de ce corpus considéré comme inéluctable et intangible...
- *La méfiance réciproque des acteurs collectifs* : beaucoup de représentations négatives croisées semblent séparer associations et syndicats, associations et Etat, même si l'on voit poindre çà et là des initiatives timides (comme la rédaction d'une charte associative dans la Fédération Wallonie-Bruxelles). Une alliance de ces acteurs autour de la production et de la reproduction du capital culturel, de leur rétribution, de la répartition et de la défense de l'autonomie de ce capital, ne sera possible qu'à condition d'identifier que chacun se bat pour une partie de l'enjeu commun sans qu'aucun ne puisse prétendre l'incarner en entier. Est-il impossible que chacun voie ainsi dans l'autre une partie de la solution à sa faiblesse relative ?



L'acteur, après la crise (qui se prolonge...) ?

- *La déchirure qui frappe les acteurs* : ceux-ci sont en effet soumis à de multiples et fortes violences symboliques, qui peuvent les précipiter dans des dilemmes paralysants. On peut évoquer par exemple la pression qui est mise sur les acteurs sociaux, accusés, lorsqu'ils revendiquent légitimement leurs droits, de « faire fuir les investisseurs » et de menacer la prospérité de tous ; on peut aussi pointer les exigences que fait peser l'Etat sur les acteurs culturels, notamment l'obligation de prouver que leur action est bien menée « en propre », ce qui freine les alliances pourtant nécessaires à celle-ci. Le temps est-il si lointain où l'on accusera toute critique d'être irresponsable ? Il semble que le raisonnement, que l'on doit à Pierre Bourdieu, qui met en avant « l'intérêt bien compris » soit une voie possible pour sortir de ces dilemmes⁷, assorti probablement de la critique sans complaisance des abus de pouvoir symbolique⁸.
- *L'absence de récit fédérateur* capable de s'opposer au « fatalisme des banquiers, qui veulent nous faire croire que le monde ne peut pas être autrement qu'il est, c'est-à-dire pleinement conforme à leurs intérêts et à leurs volontés »⁹ est enfin un handicap sévère. Mais cette absence doit-elle être considérée comme définitivement acquise depuis l'effondrement du bloc communiste ? Nous pensons pour notre part que la matrice mise en avant par la Commune de Paris¹⁰ (le communalisme) pourrait constituer une « tutrice irrécusable »¹¹ pour ceux qui voudraient s'unir autour des enjeux qui concernent le capital culturel dans toutes ses dimensions.

7. P. Bourdieu l'a notamment utilisé pour défendre, devant les industriels de la culture, l'autonomie nécessaire de la production culturelle. Cfr « Questions aux vrais maîtres du monde », *Interventions, op.cit.*, pp. 417 et sq. Nous avons essayé de le mettre en œuvre à propos de la question de l'instauration d'un service citoyen dans une analyse publiée dans notre magazine www.intermag.be.

8. « (...) il faudrait concevoir et créer une instance critique qui soit capable de sévir et de punir – du moins par le ridicule – ceux qui passent les limites. Je sais que je suis dans l'utopie, mais j'aime à imaginer une émission critique qui associerait des chercheurs avec des artistes, des chansonniers, des satiristes, pour soumettre à l'épreuve de la satire et du rire ceux qui, parmi les journalistes, les hommes politiques et les « intellectuels » médiatiques, tombent de manière trop flagrante dans l'abus de pouvoir symbolique. » (P. Bourdieu, *op. Cit.*, p. 394).

9. P. Bourdieu, *op.cit.*, p. 353.

10. B. Noël, *Dictionnaire de la Commune*, Paris, Flammarion, 1978.

11. L'expression est de Claude Lévi-Strauss ; le savant l'a utilisée à propos de la pensée mythique.